

La Tribune libre n'a pas pour objet d'engager un débat entre les groupes politiques constituant le conseil municipal. Il s'agit d'une tribune de libre expression.

■ GROUPE « DAMMARIE MA VILLE »

Depuis le 30 octobre dernier, notre pays connaît son second épisode de confinement qui a apporté avec lui son lot de nouvelles règles, normes et obligations, parfois contradictoires, voire incohérentes et qui ont parfois un caractère arbitraire dans leur exécution. Elles reposent aujourd'hui sur un mot : essentiel.

En 2020 nous apprenons qu'il existerait dans notre pays des commerces et des activités dites essentielles et d'autres qui par opposition, ne le seraient pas.

La crise sanitaire que nous traversons donne l'occasion de constater la dérive bureaucratique qui prive de liberté et de responsabilité, détruisant une part importante de l'économie et des centaines de milliers d'emplois. Les décisions prises font fi de ce qui fait que la vie n'est pas que biologique mais aussi sociale et humaine.

L'État, comme trop souvent, est incapable de réprimer la minorité de ceux qui trichent et nuisent, et pénalise la majorité en prenant des mesures contre l'activité commerciale, qui comble de l'absurde, par égalitarisme, conduit à fermer des rayons de supermarché pour qu'ils ne vendent pas les produits des commerces eux-mêmes fermés, ce qui conduit, là encore, à fragiliser l'emploi et l'économie.

Comment penser raisonnablement qu'il est plus dangereux de se trouver dans un petit commerce où il est plus aisé de réguler le nombre de clients, que de se rendre dans les grandes surfaces ou dans les transports en commun ?

Nombreuses sont les études qui indiquent où se situent les lieux de contamination. Cette connaissance fine de la maladie doit nous permettre d'établir, pour chaque secteur, les

niveaux de protection adéquats et les niveaux d'alerte. C'est ainsi qu'on responsabilise et protège mieux de la contamination tout en défendant l'économie et l'emploi.

Or depuis des mois nous assistons à une valse de mesures difficiles à comprendre qui révèle une nouvelle fois l'incapacité du gouvernement à comprendre la réalité de terrain et à faire preuve de bon sens.

Pour un gouvernement, l'essentiel, puisqu'il en est question, est de protéger ses concitoyens et de garantir leurs libertés de penser, de croire, de se déplacer. Aujourd'hui, l'État protège de moins en moins et interdit de plus en plus.

■ GROUPE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR DAMMARIE »

Le confinement accentue la précarité dans notre pays au point que 101 maires ont adressé une lettre au Président pour l'alerter sur la situation des quartiers. Mais que se passe-t-il à Dammarie ?

Élué de l'opposition, nous sommes préoccupés de constater que le sujet est éludé dans les conseils municipaux et dans les commissions préparatoires qui ont été toutes annulées. La définition d'un contrat local de santé s'impose. Il est urgent de se pencher sur la situation sanitaire dans notre ville et les difficultés sociales qu'elle engendre. C'est ici l'occasion de louer les efforts des enseignants et des agents municipaux qui sont en première ligne pour affronter la crise.

Les Dammariens attendent des réponses sur :

– Faute d'autorisation du maire et contrairement aux préconisations du ministre de l'Éducation, les activités périscolaires demeurent fermées, ce qui accentue le décrochage scolaire alors

que la préfecture autorise la réouverture conditionnée par des critères, lesquels ont été observées par la CSF pour favoriser la continuité pédagogique et permettre à des jeunes victimes de la fracture numérique d'accéder à des ordinateurs et à un soutien ;

– Nous avions déjà interpellé le maire sur l'organisation des services de propreté de la Ville. Les déchets sur la voie publique sont nombreux, les rats prolifèrent dans la plaine du Lys. Nous déplorons le mutisme de la Mairie et proposons l'organisation du recyclage des masques en partenariat avec Carrefour ;

– Faute d'information, peu de Dammariens s'étaient rendus à la campagne de tests Covid organisée par la CAMVS ! Quel est le plan de la Mairie pour accompagner les commerçants, les étudiants et les oubliés du confinement ? Nous sommes toujours en attente d'un plan

de continuité d'activités élaboré par la Mairie !

– Le plan Vigipirate a été relevé à son niveau le plus haut dans les écoles. La police municipale est fantomatique !

– La commission Qualité de vie devra se pencher sur les violences qui sévissent à Dammarie. La Ville doit s'engager sur le terrain de la prévention et de la solidarité pour être au niveau des attentes des habitants ;

– Quid du déplacement des Moldaves vers d'autres endroits de la ville ?

Enfin, il convient de rappeler que le 20 novembre était la Journée internationale des droits de l'enfant. La France avait signé la convention à New York en présence de deux jeunes Dammariens. Par le dialogue et l'action, bâtissons un monde où les enfants peuvent s'épanouir !

Bonnes fêtes de fin d'année à tous !

■ GROUPE « DAMMARIE CITOYENNE »

Le Premier Ministre, qui a mis en œuvre le déconfinement en mai, nous a reconfiné en novembre. Le monde d'après, que nous avait annoncé le Président Macron, quoi qu'il en coûte, n'a pas tiré les leçons du premier confinement. Toutes les professions de santé rapportent que la situation sanitaire s'est dégradée à un rythme préoccupant. Cette situation, mi-octobre, était d'autant plus alarmante que les capacités de soin demeurent beaucoup trop restreintes. Personne ne peut admettre que des médecins soient amenés à faire des choix insupportables au plan éthique et à prioriser certains patients au détriment des plus fragiles ou de ceux souffrant d'autres pathologies. Notre ministre de la Santé avait ainsi déclaré, début novembre : « Si les Français ne respectent pas le confinement, dans huit jours la situation sera désespérée dans nos hôpitaux ! » Ce serait donc de notre faute ! C'est une culpabilisation insupportable de nos conci-

toyens. Comment peut-il dire aux lycéens, aux collégiens et aux personnels des établissements scolaires, par exemple, que ce sera de leur faute s'ils attrapent ce virus quand ils sont obligés de s'entasser dans des couloirs, à la cantine, ou quand il manque de personnels pour satisfaire au protocole sanitaire de la rentrée de la Toussaint ? D'ailleurs, des enseignants, la conseillère principale d'éducation, les personnels de la vie scolaire et des parents d'élèves du collège Politzer se sont mobilisés pour demander plus de personnels et un aménagement du cadre et des programmes scolaires.

Pour que les Français respectent les règles, il faut des consignes claires, cohérentes avec les activités, les mêmes pour tous. Nous soutenons tous les petits commerces qui tentent pour certains de conserver un maigre chiffre d'affaire par la vente à emporter.

En attendant, la guerre des firmes pharmaceutiques a commencé sur les vaccins, engendrant des valorisations boursières.

Durant ce confinement, la majorité Les Républicains au Sénat n'a pas chômé. Elle a adopté un amendement sur le report de l'âge de départ à la retraite à 63 ans et l'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités. Elle a refusé de faire entrer de nouvelles recettes taxant le capital, qui profite de la crise et dont on attend le ruissellement. L'urgence n'est pas à travailler plus longtemps au moment même où la pauvreté explose, où des centaines de milliers de jeunes sont au chômage et sans RSA pour les moins de 25 ans.

Nous vous souhaitons de passer les meilleures fêtes possibles.

dammariécitoyenne@gmail.com